

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT
1ER RAPPORT POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 - Protocole FF Natation Olympiade 2021-2024	9
Annexe 2 - Fiche Projet PUC Volley Ball féminin	23
Annexe 3 - RI Objectif Haute Performance 2024	27
Annexe 4 - Convention type Objectif Haute Performance 2024	31
Annexe 5 - Fiche projet modifiée - Gala de boxe la conquête Tony Yoka	39

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article L1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) reconnaît une compétence partagée entre les différents échelons de collectivités territoriales notamment dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme.

Par conséquent, ce rapport présente donc une affectation globale de **4 530 000 €** d'autorisations d'engagement prélevées sur le chapitre 933 « Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », du budget 2023.

1 - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN

Dans le cadre des conventions pluriannuelles 2021-2024, passées avec le mouvement sportif francilien et à l'appui du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France », la Région attribue chaque année des subventions dans les domaines de la « Pratique sportive » et de la « Formation Professionnelle ».

En ce début d'année, ce rapport va être l'occasion de faire adopter le protocole en faveur de la **Fédération Française de Natation** pour mettre en lumière l'ensemble des actions soutenues dans cette discipline.

2 - SOUTIEN AUX CLUBS EXCELLENCE ÎLE-DE-FRANCE

Dans le cadre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France », ce rapport propose une 1^{ère} affectation de **50 000 €**, dans la catégorie des **Clubs Elite**.

Les opérations relatives au soutien de la Région aux Clubs Excellence d'Île-de-France relèvent de la politique régionale du sport en Île-de-France, votée par délibération n° CR 2017-47 du 09 Mars 2017, puis modifiée par délibération n° CP 2020-160 du 1^{er} juillet 2020.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et portant révision du règlement budgétaire et financier relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

3 - PLAN SPORT OXYGENE - application Bougeott

La Région propose également une 1^{ère} affectation de **30 000 €** destinée au financement du marché de conception et de mise en œuvre d'une nouvelle version de l'application mobile « Bougeott », avec paramétrage et mise à disposition en mode SaaS d'un calculateur d'itinéraire sport, culture.

L'application gratuite « Bougeott » lancée par la Région Île-de-France le 24 juillet 2020, propose des balades sur mesure et en toutes saisons, mêlant activité physique et découverte du patrimoine culturel et naturel francilien. Alors que 20% des franciliens effectuent moins de 4 000 pas par jour, « Bougeott » permet de lutter contre la sédentarité tout en encourageant les activités sportives et culturelles. Cette application s'inscrit ainsi pleinement dans l'esprit du « Plan Sport Oxygène » pour le développement du sport hors stade. Une affectation pour les prestations d'investissement est prévue par ailleurs.

4 - OBJECTIF HAUTE PERFORMANCE 2024 - Modification du RI et de la convention type

La Région apporte également des modifications au RI (Règlement d'Intervention), ainsi qu'à la

convention type du dispositif « **Objectif Haute Performance 2024** - Aide à la professionnalisation des sportifs de haut niveau franciliens » qui ont été adoptés initialement par les délibérations n° CR 2022-008 du 16 février 2022 et n° CP 2022-339 du 23 septembre 2022.

5 - PARTICIPATION DE LA REGION AU JOP PARIS 2024

La Région propose également une affectation de **4,450 M€** afin de procéder à l'acquisition de places dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024.

Par cet achat de places, qui fera l'objet d'un marché, la Région a la volonté de déployer une billetterie sociale et territoriale ayant pour objectifs :

- de donner la possibilité au plus grand nombre de participer à cet événement planétaire qui se déroule en majeure partie dans la Région Île-de-France ;
- de permettre le rayonnement du sport sur le territoire francilien et la découverte de la pratique sportive, en particulier de haut niveau ;
- d'engager la population francilienne et notamment sa jeunesse, autour des Jeux et derrière nos athlètes franciliens et plus largement l'équipe de France.

La Région sera particulièrement attentive à ce que ce dispositif de billetterie sociale et territoriale bénéficie tout particulièrement :

- aux personnes susceptibles d'être éloignées des grands événements sportifs et culturels ;
- aux territoires dits orphelins des Jeux c'est-à-dire n'accueillant pas d'épreuves.

Une délibération ultérieure viendra préciser le déploiement de cette billetterie.

6 - ADOPTION D'UNE FICHE PROJET MODIFIÉE

Le rapport propose également :

- Le changement de la date de la manifestation et de la période d'éligibilité des dépenses de la fiche projet EX061153 en faveur de ALLSTAR BOXING dans le cadre de l'organisation du Gala de Boxe (La Conquête Tony Yoka), de façon à ce que le bénéficiaire puisse percevoir la totalité de l'affectation de 100 000 € adoptée par la Commission permanente n° CP 2021-448 du 19 novembre 2021. La date du 2^{ème} combat a été fixée au 11 février 2022 et la fin d'éligibilité des dépenses est repoussée au 30 juin 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT 1ER RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » - 1^{ère} partie, modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-47 du 09 mars 2017, relative au Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international, 2^{ème} partie, modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017, « Devenir la première Smart Région d'Europe » ;

VU la délibération n° CR 2018-038 du 20 septembre 2018 relative au Plan Sport Oxygène, 3^{ème} volet de la nouvelle politique sportive de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2019-175 du 19 mars 2019 relative aux 1000 stages organisés par la région Île-de-France pour les élèves de 3^{ème} dans le cadre de sa stratégie d'accompagnement à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques 2024 ;

VU la délibération n° CP 2020-160 du 1^{er} juillet 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 2^{ème} rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-296 du 22 juillet 2021 attribuant des subventions dans le cadre du dispositif des Clubs d'excellence et approuvant l'avenant type des Clubs premium soutenus pour la deuxième année ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-008 du 16 février 2022 relative au dispositif « Objectif Haute Performance 2024 », aide à la professionnalisation des sportifs de haut - niveau franciliens ;

VU la délibération n° CP 2022-339 du 23 septembre 2022 relative à la politique régionale en faveur

du sport en Île-de-France – Fonctionnement - 5ème rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-033 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 326-005 « Participation de la Région aux JOP 2024 »

Affecte une autorisation d'engagement de **4 450 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-005 « Participation de la Région aux JOP 2024 », action 13200502 « Participation de la Région au financement des JOP Paris 2024 » du budget 2023.

Article 2 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements »

Approuve la convention passée avec la Fédération Française de Natation telle qu'elle figure en annexe 1 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements »

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France » au financement du projet détaillé dans l'annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **50 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2020-160 du 1er juillet 2020 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **50 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 4 : Programme HP326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** d'autorisation d'engagement disponible sur le Chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements », action 13200606 « Plan Sport Oxygène », du budget 2023.

Article 5 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Approuve le règlement d'intervention et la convention type modifiés du dispositif « Objectif Haute Performance 2024 : aide à la professionnalisation des sportifs de haut- niveau franciliens », tels qu'ils figurent en annexes **3** et **4** à la présente délibération.

Article 6 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Approuve la fiche projet modifiée n° **EX061153** telle qu'elle figure en annexe **5** à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Protocole FF Natation Olympiade 2021-2024

Le 25 janvier 2023

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

Entre,

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°2023-033 du 25 janvier 2023

Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

La Fédération Française de Natation, dont le siège est situé au 104 rue Martre, 92 583 Clichy cedex, représentée par son Président, Monsieur Gilles SEZIONALE

Ci-après dénommée « la Fédération ».

Et

La ligue Île-de-France de Natation, dont le siège est situé au 163 boulevard Mortier 75020 Paris, représentée par son Président, Monsieur Lazreg BENELHADJ

Ci-après dénommée « la Ligue ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE

a. La Région confirme plus que jamais son objectif de développement de la pratique sportive pour tous les franciliens. Dans ce cadre, elle poursuit sa politique sportive globale en maintenant un soutien appuyé aux acteurs du sport tout en participant au financement des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Le budget 2023 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France.

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235 M€ ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, avec un budget de plus de 435 M€ dédié au sport depuis 2016, dont plus de 322 M€ pour les investissements sportifs, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction ou la rénovation d'équipements sportifs.

Ce sont ainsi plus de **1 750 équipements sportifs qui ont pu voir le jour** grâce au soutien financier de la Région dont 439 équipements en quartiers prioritaires et 524 équipements en zone rurale confirmant le rôle de la Région dans la réduction de la carence en équipements sportifs.

Des efforts budgétaires très importants de plus de 100 M€ ont été dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'événements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Île-de-France terre, d'excellence sportive pour l'international », aux sportifs de haut niveau franciliens et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre. Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs. La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de l'**Olympiade 2021-2024**. Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (100.000 stagiaires dans le domaine du management et gestion association sportive pour 30 000 bénévoles) sur l'olympiade 2021-2024 ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux ;

Soutenir la professionnalisation des sportifs de haut niveau franciliens :

Pour ces sportifs, qui se verront attribuer le titre d' « Ambassadrice et Ambassadeur du sport de la Région Île-de-France », cela se concrétise par un soutien au niveau de leur pratique sportive et de leur projet de vie pendant l'olympiade ;

Accompagner et soutenir les événements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des JOP de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs :

- **dans leurs parcours compétitifs** vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution ;

- **dans leur fonctionnement** et pour l'ensemble de leurs activités, via des « chèques sport – bons d'achat multi-enseignes » ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap ;

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisports et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers populaires visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie du sport a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Île-de-France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important, notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident développant la pratique sportive mixte ou féminine, et si possible la pratique sport et handicap, pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

Permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap en soutenant plus spécifiquement les collectivités qui auront justifié de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public. Pour celles-ci, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10% sur les équipements permettant une pratique compétitive.

III. LA RÉGION AUX COTÉS DE LA NATATION NATIONALE ET RÉGIONALE.

a. La Région, premier financeur de la natation francilienne

Depuis 2016, la natation francilienne a bénéficié d'aides régionales de 43 M€ pour le développement et la promotion de la discipline :

Ce financement comprend **1.046 M€ pour le soutien au développement de la pratique de la natation et de la formation des cadres techniques, des éducateurs et des dirigeants et pour des actions en quartiers populaires** par le biais de conventions pluriannuelles passées avec la Ligue Île-de-France de Natation et la Fédération, qui ont notamment permis de créer des **emplois en temps plein**.

Ce financement comprend également **42 M€ pour la construction, rénovation et réhabilitation de centres aquatiques sur le Plan Piscines Régional, mais également au sein des îles de loisirs et dans le cadre de l'enveloppe Héritage aquatiques des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.**

La Région soutient les événements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi les Clubs Excellence d'Île-de-France et les sportifs titrés Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France de la discipline.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

b. **La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec la Ligue Île-de-France de Natation.**

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique de la Natation. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

La Fédération inclut la Ligue Île-de-France dans l'élaboration du projet fédéral en la faisant participer à la consultation et la réflexion, via la participation de son Président au Conseil des territoires réuni au moins trois fois par an.

Pour optimiser l'action de la Ligue Île-de-France sur les questions relatives à la structuration et au développement du réseau fédéral, la Fédération soutient activement les moyens humains de la Ligue en les accompagnant. Cet accompagnement concerne les collaborateurs chargés de développement de la Ligue Île-de-France à travers l'organisation de sessions de formation continue ayant pour finalité : l'actualisation des connaissances relatives à l'environnement institutionnel et réglementaire, le partage d'expériences et de bonnes pratiques, la mutualisation d'outils, l'approbation des activités et dispositifs fédéraux.

• **Soutien spécifique à la Ligue Île-de-France de Natation et actions communes en faveur du développement**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs de la Ligue pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets complexes aquatiques auprès de la Région Île-de-France.

En 2021, les aides au développement accordées par la Fédération aux structures d'Ile de France sont constituées :

- Du reversement de la part licence à la Ligue Ile de France pour 507 030€ au titre de la saison sportive 2021 ;
- Des aides versées aux structures franciliennes au titre de l'accession nationale pour 33 000€ sur l'année civile 2021 ;
- Des aides versées au titre de l'accession territoriale à la Ligue Ile de France (40 000€), aux comités (44 500€) et aux clubs de la région (63 500€) sur l'année civile 2021 ;
- Des aides versées aux clubs d'excellence franciliens pour 11 900€ sur l'année civile 2021

Soit un total de 699 930€.

Cette aide a contribué à financer des actions de formation mises en place par la Ligue, soutenir les déplacements des clubs pour les championnats et les interclubs et à labelliser des clubs franciliens répondant aux critères de la Fédération.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique de la natation en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement de la pratique de la natation d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour :

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discrimination, de radicalisation, d'incivilités et d'hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien. (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discriminations** et de **radicalisation, d'incivilités et d'hooliganisme** dans le sport.

La Fédération a conclu des partenariats avec des associations (comme la LICRA) reconnues pour leur apport substantiel en matière de lutte contre la maltraitance sur les enfants, le harcèlement, l'homophobie, le racisme et ou de reconstruction des victimes de violences sexuelles et d'éducation au numérique.

Grâce à la signature de ces partenariats, la FFN propose à l'ensemble de ses clubs affiliés en Ile-de-France une large offre de formations et d'actions de sensibilisation sur ces thématiques.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes en situation de handicap dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Former les entraîneurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap ;

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'un projet pluriannuel concerté entre la Fédération Française de Natation et la Fédération Française Handisport jusqu'en 2024.

La FFN est signataire d'une convention avec la FFH qui permet de construire les différentes actions relatives à l'accompagnement des sportifs de HN de façon cohérente avec les projets sportifs de chacun. Les clubs, ou structures accueillant les personnes en situation de handicap s'engagent à soutenir les sportifs dans leur programme d'entraînement en lien avec la planification des échéances organisées par la FFH.

La FFN s'engage également au sein du développement de ses pratiques dans chaque discipline à proposer des programmes adaptés à l'inclusion des personnes en situation de handicap.

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des lycéennes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs 100% féminins, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrages et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Parcours de Performance Fédéral 2020-2024 intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne.

Mettre à l'honneur les sportives titrées Ambassadrices du Sport de la Région Île-de-France en répondant à l'appel à projets de la Région permettant d'organiser des projets et des animations auprès des Lycées d'Île-de-France.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et favoriser le développement des pratiques sportives pour tous sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

La FFN continue malgré des chiffres de licences féminines exemplaires, représentant quasiment une parfaite mixité, de travailler de façon spécifique sur l'accès au sport pour les femmes à différents niveaux.

La dynamique fédérale priorise la mise en place et l'animation d'un réseau féminin dans l'accès aux fonctions à responsabilités au sein des structures, élus, encadrants, arbitres/juges.

La valorisation des parcours féminins est ciblée au sein de la communication fédérale dans l'objectif de pouvoir donner envie de s'engager et rendre possible des aspirations sans conditions de genre. Les disciplines de la fédération promeuvent la mixité dans leur développement et l'accès au haut niveau de façon singulière prenant en compte la réalité de terrain, notamment le public masculin en natation artistique et le public féminin en water-polo.

Enfin, la FFN s'assure également de la mixité en fonction des différents niveaux de certifications en accompagnant le public féminin vers les certifications fédérales les plus élevées.

FACILITER L'ACCES DES FEMMES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels.

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉENNE.

Accueillir de grands évènements sportifs internationaux comme moyen de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région, **acteur de mobilisation, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024** (Coupe du Monde d'eau libre à Paris en 2022, 2023 et 2024 ; Championnat d'Europe Junior d'eau libre en 2021 à Choisy, World Series de Natation artistique chaque année à Paris, candidature à l'organisation des Championnats d'Europe 2026, etc.)

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues.**

La FFN s'assure d'une qualité d'encadrement avec un niveau de certification adapté sur l'ensemble des structures référencées dans le projet de performance fédéral avec la mise en place d'une formation continue obligatoire pour accompagner les encadrants dans les projets d'accès au haut niveau et de haut niveau.

La FFN propose également à l'ensemble des éducateurs des formations à distance sur des thématiques spécifiques en lien avec les disciplines mais également sur les champs des apprentissages, de la santé, de l'éthique, de la protection des mineures.

De plus, les « mardis de la FFN » sont des formats de formation courts permettant de construire à distance des compétences pertinentes en fonction des besoins de chacun. Une priorité a été faite sur les formations liées à la lutte contre les violences dans le cadre du partenariat avec CAPA. Un focus sur la formation des dirigeants est en construction pour répondre au besoin du monde associatif particulièrement touché par les conséquences de la pandémie COVID 19.

Enfin, la FFN assure également à une pluralité d'encadrants des apprentissages de la natation, un programme didactique spécifique aux primo apprentissages dans le cadre de la politique publique de lutte contre les noyades à travers le dispositif Aisance Aquatique.

Une attention particulière sera portée à la formation des cadres et des dirigeants à la lutte contre les violences sexuelles et à la prévention de la radicalisation

ACCOMPAGNER LES JEUNES TALENTS FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les sportifs de haut niveau franciliens pour leur permettre de mener à bien leur double projet, sportif d'une part, et scolaire-universitaire d'autre part, en vue d'une insertion professionnelle réussie à l'issue de leur carrière.

Offrir à ces jeunes sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau en lien avec les clubs d'excellence d'Île-de-France.

L'équipe en charge du suivi professionnel de la FFN s'engage à accompagner les sportifs de haut niveau dans leur projet.

Deux référents nationaux aident les sportifs à définir leurs projets (de formation, professionnel, etc.) en fonction de leur niveau.

L'accompagnement des sportifs dans les structures appartenant au PPF (Projet de Performance Fédéral) est principalement axé sur l'aménagement de leur scolarité.

Ces aménagements de scolarité se font en lien avec la structure, le CTS, la Maison régionale de la performance (MRP)

Pour les SHN et principalement pour les sportifs appartenant au Cercle de Haute Performance, l'accompagnement proposé est individualisé. L'accompagnement des SHN a pour objectif de les aider à définir leur projet (de formation, d'emploi...) et à le réaliser.

Les référents socio-professionnels sont en lien avec la MRP pour prioriser les athlètes cibles, écouter leurs demandes et les accompagner dans leurs attentes.

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale et soutenir les athlètes ultra-marins repérés par la Fédération pour qu'ils puissent poursuivre leur double projet.

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT

Permettre la pratique sportive en entreprise et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des événements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoir-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES ET DE LOISIRS AU PROFIT DE TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT DES JEUNES LICENCIÉS FRANCILIENS

Parce qu'un grand nombre de Franciliennes et de Franciliens ne sont jamais partis ou ne partent pratiquement jamais en vacances, la Région mène une politique volontariste de développement d'accès aux loisirs et aux vacances.

Le dispositif « Ticket-Loisirs » a notamment pour objectif de favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

Les tickets-loisirs sont utilisables sur les douze îles de loisirs régionales. Ils permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement **des projets tels que des sorties en groupe à la journée, des cycles d'activités sportives, des actions portées par le mouvement sportif et des séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs.**

Grâce à la Région, la Fédération et la Ligue pourront bénéficier du dispositif « Ticket-Loisirs » au profit de leurs licenciés franciliens.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

D'une part, la Région et la Fédération pourront soutenir conjointement les projets sportifs de la Ligue et des collectivités territoriales au travers d'une aide financière au développement **reposant sur des financements** qui devront faire l'objet d'une saisine du Vice-Président du Conseil régional chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative et des Maires des communes concernées.

D'autre part, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux (tant en fonctionnement qu'en investissement) pour les projets qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés l'article 1.

Pour ce faire, les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et la Ligue.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

La Fédération et la Ligue s'engagent à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'à la fin de l'olympiade en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2024.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DE LA NATATION DANS LE CADRE DU « PLAN REGIONAL DE NATATION POUR TOUS » :

4.1. LE SOUTIEN DES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX EN ÎLE-DE-FRANCE

Grâce au soutien de la Région, la Fédération organise des événements sportifs d'ampleur, telle que la Coupe du Monde d'Eau Libre dans la Seine en 2023 (Test Event). Ces événements sont d'excellents moyens de promotion de la natation au cœur de la région francilienne.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE SUR SES ÉVÉNEMENTS FRANCILIENS SOUTENUS PAR LA REGION À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'évènements (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » sur tous les supports de communication print et digital (programme, page de publicité, site internet, réseaux sociaux, streaming en live) ;**
- **Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.**

4.2 LE SOUTIEN A LA FORMATION DES ENCADRANTS ET DES BENEVOLES

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de formation des MNS, afin de **renforcer la qualité des encadrants et de leur intervention** sur le territoire national. Il s'agit de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues**.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en avant le rôle majeur de la Région dans les formations MNS et dans les programmes éducatifs et pédagogiques de la pratique de la natation à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale durant les sessions de formation ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur les kits d'outils pédagogiques ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (livret éducatif, page de publicité).**

4.3 LE SOUTIEN AU DÉPLOIEMENT DES BASSINS AQUATIQUES QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une concertation autour de projets de de construction/réhabilitation de centres aquatiques et le déploiement de bassins d'apprentissage

amovibles présentés par les clubs ou les collectivités en Île-de-France et notamment sur les Îles-de-Loisirs. Pour la transmission d'informations, la Région et la Fédération en lien avec la ligue d'Île-de-France élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et à la ligue d'Île-de-France, par le biais de la fiche navette, les projets de de construction/réhabilitation de centres aquatiques et les bassins d'apprentissage amovibles de 10 x 5m ou 10 x 20m, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement des équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'équipement sportif (panneaux, kakémonos) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la Région Île-de-France.**

4.4 LE SOUTIEN AU PROJET DE LA MAISON DE LA NATATION EN ÎLE-DE-FRANCE

La Région pourra accompagner le projet de développement de la Maison de Natation en Île-de-France (ESIR) qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par la Fédération, faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Ce Centre de formation doit permettre **de regrouper des athlètes pour l'entraînement, des stages de perfectionnement** et, le cas échéant, des compétitions de niveau régional et national, ainsi que pour des actions de formation.

Ses missions recouvrent les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, l'organisation de compétitions régionales ou nationales, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau dans les disciplines n'ayant pas de pôles Espoirs en Île-de-France.

Le Centre accueillera le siège administratif de la Fédération Française de Natation et de la ligue d'Île-de-France de Natation.

Grâce au soutien de la Région, la Fédération Française de Natation pourrait ainsi disposer d'un nouveau Centre en Île-de-France.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre de la Maison de la Natation, à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale sur l'équipement (panneau, logo sur les supports de communication print et digital) ;**

- Apposer une plaque inaugurale personnalisée qui mentionne le nom de la Présidence de la Région Île-de-France et du logo de la Région sur l'équipement à l'intérieur comme à l'extérieur précédé de la mention « avec le soutien de la Région » ;
- Organiser l'inauguration en présence de la Présidente de la Région Île-de-France et du Vice-président chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative ;
- Apposer la mention « Région Île-de-France » dans l'appellation du Centre technique ;
- Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital avec le centre technique ;
- Valoriser le rôle majeur de la Région sur le site internet de la Fédération et notamment sur les pages dédiées au sport féminin et à la pratique parasport.

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumise au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À, le

Le Président de la
Fédération Française
de Natation

Le Président de la
Ligue Île-de-France
de Natation

La Présidente
du Conseil Régional
d'Île-de-France

Le Vice-Président
chargé des sports et des
JOP, des loisirs, de la
citoyenneté et politique
de la ville, et de la vie
associative du Conseil
Régional d'Île-de-France

Gilles SEZIONALE

**Lazreg
BENELHADJ**

Valérie PECRESSE

Patrick KARAM

Annexe 2 - Fiche Projet PUC Volley Ball féminin

**DOSSIER N° 22008501 - PUC VOLLEY-BALL FEMININ –
CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2022-2023 -**

Dispositif : Clubs Excellence Île-de-France (n° 00000717)

Délibération Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Imputation budgétaire : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200601- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Île-de-France	270 000,00 € TTC	18,52 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUC VOLLEY BALL

Adresse administrative : 17 AV PIERRE DE COUBERTIN
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTIAN KAPFER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 30 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le dispositif des clubs Elite prend en compte les actions durant la saison sportive 2022-2023.

Description :

Depuis la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante en 2019, le PUC Volley Ball féminin connaît le plus gros développement de son histoire, et ce malgré le Covid, grâce aux investissements de l'équipe dirigeante et bénévole et aux projets mis en place par le Club.

Le développement des sections et l'accueil du plus grand nombre permet de gagner en notoriété et de développer des sections loisirs tout en renforçant la compétitivité des équipes inscrites en championnat.

Le club a obtenu en 2022 le Label Or Club Formateur et Label Or Volley Assis, décernés par la FFVB.

Les résultats sportifs de la saison 2021-2022 sont excellents.

Jeunes :

-21 ans champion de France,

-18 ans, équipe 1 vice-champion de France,

-18 ans, équipe N°2 au championnat IDF,

-18 ans, équipe N°3 au championnat départemental

Masculin Senior :

- Equipe N°1, 6ème de la LAM - Accès au Playoffs,
- Equipe N°2 (CFC) 2ème de la Nationale 2,
- Equipe N°3 1ère pré-national en montant en Nationale 3,
- Equipe N°4 7ème en régional.

Féminin Senior :

- Equipe N°1 championne départementale, monte en régionale lors la saison sportive 2022-2023.

Volley Assis :

- 4ème au Challenge de France

Objectifs et actions pour le développement du Club :

1. Développement de la pratique féminine

Le club remarque une augmentation du nombre de pratiquantes féminines depuis 3 saisons consécutives, bientôt plus de 40%. Toutes les équipes féminines sont engagées en compétition dans toutes les catégories. Au sein du collectif d'encadrants, le PUC Volley Ball féminin souhaite obtenir la parité.

2. Développement du Volley Santé

Les dirigeants poursuivent le développement de la section volley assis en augmentant le nombre de licenciés et en matière d'investissement. Ils interviennent auprès des jeunes et des personnes âgées.

3. Objectifs sportifs

Le bilan sportif de la saison 2021-22 est exceptionnel. Des résultats magnifiques ont eu lieu dans toutes les catégories et des titres de champion de France. L'objectif du club est le maintien de l'excellence sportive dans toutes les catégories et dans les établissements scolaires partenaires.

4. Développement du Centre de Formation

- Mise en place d'une structure solide avec un directeur du centre de formation,
- Structuration en cours, besoin d'investissement financier important sur ce volet (encadrement médical, soutien psychologique et scolaire etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	150 000,00	55,56%
Frais de formation	4 000,00	1,48%
Frais de déplacement	25 000,00	9,26%
Achat de matériels et équipements sportifs	33 000,00	12,22%
Frais de licences, engagements	45 000,00	16,67%
Frais de fonctionnement	13 000,00	4,81%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional île-de-France	50 000,00	18,52%
Mairie de Paris	115 000,00	42,59%
Fonds propres	105 000,00	38,89%
Total	270 000,00	100,00%

Annexe 3 - RI Objectif Haute Performance 2024

Dispositif « Objectif Haute performance 2024 - Aide aux sportifs de haut niveau franciliens »

Objectifs

La Région décide de soutenir les sportifs de haut niveau franciliens à travers leurs structures d'entraînement en Île-de-France, afin de réaliser leurs projets de performance ou d'orientation professionnelle, de les accompagner tout au long de leur projet de vie (projet sportif et d'insertion professionnelle) et de subvenir à leurs besoins du quotidien selon leur statut de sportif de haut niveau.

Dans ce cadre, la Région soutient et valorise :

- les actions dédiées à la construction du projet de vie des sportifs de haut niveau franciliens;
- le statut des sportifs de haut niveau franciliens en leur accordant le titre d' « Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France » ou de « Grande Ambassadrice ou Grand Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France ».

Bénéficiaires éligibles :

Les structures éligibles sont :

- les clubs sportifs franciliens sous statut association Loi 1901 ;
- les clubs sportifs franciliens sous statut société par actions simplifiée (SAS) ;
- les sociétés franciliennes de droit privé à objet sportif.

Ces structures doivent :

- être affiliées à une fédération sportive, dont au moins une discipline est reconnue de haut niveau ;
- qui comptent parmi leurs licenciés au moins un sportif de haut niveau francilien inscrit sur la liste ministérielle (catégories « Elite », « Senior », « Relève » ou « Reconversion »).

Par dérogation, et en raison de l'intérêt de la discipline sportive, de l'ambition du sportif sur les futures échéances sportives internationales, et alors même que le statut haut niveau de la discipline sportive de l'athlète n'est pas reconnue par le ministère chargé des sports, les structures sportives franciliennes, répondant à ce critère, pourront être éligibles au dispositif.

Conditions d'attribution et montants de l'aide :

Cette aide vise à soutenir le projet de vie des sportifs franciliens inscrits sur la liste ministérielle des sportifs de haut niveau (catégories « Elite », « Senior », « Relève » ou « Reconversion »), ceux qui ont accédé aux Jeux de Tokyo 2020 et Pékin 2022 ou qui seront sélectionnés aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, ainsi que ceux dont la discipline n'est pas reconnue de haut niveau.

L'aide régionale est accordée au vu du projet présenté par la structure sportive francilienne et du nombre d'athlètes de haut niveau franciliens licenciés en son sein.

- Une aide d'un montant de 10 000 € est accordée pour les sportifs franciliens inscrits sur la liste ministérielle des sportifs de haut niveau (catégorie « Elite », « Senior », « Relève » ou « Reconversion ») ou sélectionnés aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 et Pékin 2022, ou futurs sélectionnés pour Paris 2024, ou encore pour les sportifs dont la

discipline n'est pas reconnue de haut niveau et se préparant à une future échéance sportive internationale.

- Une aide d'un montant de 12 000 € est accordée pour les sportifs de haut niveau franciliens médaillés de bronze aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 et Pékin 2022.
- Une aide d'un montant de 14 000 € est accordée pour les sportifs de haut niveau franciliens médaillés d'argent aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 et Pékin 2022.
- Une aide d'un montant de 16 000 € est accordée pour les sportifs de haut niveau franciliens médaillés d'or aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 et Pékin 2022.

Le montant de l'aide est forfaitaire et calculé sur la base d'un contrat, de quelque nature que ce soit, établi pour une saison sportive.

L'aide est versée en une fois à la structure sportive, dès que la convention tripartite est signée, et sur demande du bénéficiaire, qui la redistribuera intégralement au sportif de haut niveau concerné par le projet. Dans le cas où le contrat est rompu pendant la saison sportive, aucune aide n'est versée à la structure, et ce même si la rupture est à l'initiative du sportif de haut niveau salarié recruté. Si le versement a eu lieu avant la rupture, la somme sera recouvrée.

Cette aide peut être renouvelable jusqu'en 2024.

Compte tenu de l'objet même de ce dispositif, le bénéficiaire de la subvention bénéficie d'une dérogation de la Région au recrutement de stagiaires au titre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ».

Modalités de mise en œuvre

Les dossiers de candidature sont déposés en ligne sur la plateforme « Mes Démarches » accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- Licence en club pour l'année sportive en cours des sportifs employés ou titulaires d'un contrat avec le club bénéficiaire ;
- Attestation d'inscription sur la liste ministérielle des sportifs de haut niveau franciliens ou projet sportif pour une préparation à une future échéance sportive internationale validé par la structure sportive francilienne concernée ;
- Contrat de quelque nature que ce soit.

Le club, qui s'appuie sur une structure pour gérer la partie administrative de son activité ou de l'activité du sportif de haut niveau, doit fournir une attestation stipulant cette délégation. Le club restera bénéficiaire de l'aide.

Une convention est signée entre la Région Île-de-France, la structure sportive francilienne et l'athlète francilien concerné, qui précise les modalités de versement de l'aide de la Région.

Les Ambassadrices et Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France

Les sportifs franciliens, soutenus par le dispositif « Objectif Haute Performance 2024 », se verront attribuer le titre d'« Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France ».

Conformément à la convention visée ci-dessus, les clubs franciliens s'assurent que les athlètes franciliens titrés « Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France » participent, en fonction des nécessités de l'entraînement ou de leur préparation sportive, à l'appel à projets lancé par la Région à destination des lycées, des universités, des centres de formation des apprentis, des instituts de formation en soins infirmiers, du

mouvement sportif et des organismes franciliens impliqués dans la vie sportive (CROS Île-de-France, ligues et comités régionaux, collectivités territoriales et EPCI...), afin de promouvoir les valeurs du sport, l'éthique du sport, ainsi que la lutte contre toutes formes de discriminations, de violences et d'incivilités dans le sport, et de favoriser la découverte, la sensibilisation et le développement de la pratique sportive des jeunes franciliens. Ils pourront également participer à des projets conduits à l'initiative de la Région.

Les Grandes Ambassadrices et Grands Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France

La Région décide d'attribuer le titre de « Grande Ambassadrice ou Grand Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France » à de grands champions franciliens choisis sur la base de la notoriété dont ils jouissent, ainsi que de leur investissement personnel et leur pédagogie vis-à-vis des différents publics rencontrés lors d'interventions ou dans le cadre d'animations sportives.

La Région pourra faire appel aux Grandes Ambassadrices et Grands Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France sur des événements ou des opérations d'intérêt général qu'elle souhaite mener en faveur du sport pour tous jusqu'au Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Dans ce cadre, elle pourra attribuer une aide régionale pour la prestation fournie par le sportif en tant que « Grande Ambassadrice ou Grand Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France ». Une aide pourra être allouée en restant dans l'enveloppe maximale du dispositif.

Annexe 4 - Convention type Objectif Haute Performance 2024

**« OBJECTIF HAUTE PERFORMANCE 2024 :
AIDE AUX SPORTIFS DE HAUT NIVEAU FRANCILIENS »**

CONVENTION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE,

LE CLUB FRANCILIEN..... ET

MONSIEUR/MADAME..... , SPORTIF(VE) FRANCILIEN(NE)

Dossier d'aide n°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Le « bénéficiaire », situé, représenté(e) par Monsieur ou Madame.....,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Et

Monsieur ou Madame, athlète licencié(e) au club,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Dans la continuité de sa politique sportive régionale qui vise à faire de l'Île-de-France un territoire d'excellence sportive, la Région décide d'accompagner les sportives et sportifs de haut niveau franciliens, afin de sécuriser leur projet de vie (préparation sportive et après carrière sportive).

L'athlète qui s'engage dans une carrière de sportif de haut niveau vise un objectif à moyen et à long terme, qui implique des sacrifices et des contraintes fortes, notamment sur le plan familial, professionnel et souvent financier.

Ainsi, la Région apporte un soutien aux sportifs de haut niveau franciliens à travers leurs structures d'entraînement en Île-de-France, afin de réaliser leurs projets de performance ou d'orientation professionnelle, de les accompagner tout au long de leur projet de vie (projet sportif et d'insertion professionnelle) et de subvenir à leurs besoins du quotidien selon leur statut de sportif de haut niveau.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La Région Île-de-France a décidé par délibération n° du de soutenir (intitulé de la structure sportive francilienne de haut niveau) contribuant à la réussite du projet de vie de Madame/Monsieur (nom du sportif) dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

2.1 - MONTANT DE LA SUBVENTION

La Région s'engage à soutenir financièrement « le bénéficiaire ».

Conformément à la délibération n° du la Région attribue au « bénéficiaire » une subvention d'un montant maximal de € au titre de « l'objectif Haute Performance 2024 ».

2.2 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 2 de la présente convention, constitue un plafond.

Par ailleurs, dans le cas où le contrat du sportif est rompu pendant la saison sportive, aucune aide n'est versée au bénéficiaire, et ce même si la rupture est à l'initiative du sportif. Si le versement a eu lieu avant la rupture, la somme sera recouvrée.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

3.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet », qui retrace notamment les actions mises en place pour la préparation sportive de l'athlète.

3.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

3.3 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

3.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes ;
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné ;
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général ;
- à informer la Région en cas de rupture anticipée du contrat de l'athlète.

3.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

3.6 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication. De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France. L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale...

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier ;
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

3.7 - OBLIGATIONS AU TITRE DES APPELS A PROJETS REGIONAUX

Le bénéficiaire s'engage à ce que l'athlète titré « Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France » participe aux appels à projet que lancerait la Région conformément au règlement d'intervention du dispositif.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'aide est versée en une seule fois dès que la convention tripartite est signée, sur demande du bénéficiaire envoyée à la Région dans un délai maximum d'un an à compter du vote de la subvention, qui la redistribuera intégralement au sportif de haut niveau concerné par le projet.

ARTICLE 5 - DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

ARTICLE 6 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas de rupture du contrat pendant la saison sportive, aucune aide n'est versée au bénéficiaire, et ce même si la rupture est à l'initiative du sportif. Si le versement a eu lieu avant la rupture, la somme sera recouvrée ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;
- **en cas de non-respect de l'article 3.2 précisant les obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et la laïcité ;**
- en cas de non-respect de l'article 3.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

ARTICLE 9 - CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés aux Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en ... exemplaires originaux, le

Club.....
Le Président

La Présidente de la Région
Île-de-France

(Nom du signataire et cachet du
bénéficiaire)

(Nom, qualité et cachet du signataire)

Athlète licencié(e) au club

.....

(Nom du signataire)

Annexe 5 - Fiche projet modifiée - Gala de boxe la conquête Tony Yoka

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-448

Commission permanente du 20 mai 2022 - CP2022-192

Commission permanente du 25 janvier 2023 - CP2023-033

DOSSIER N° EX061153 - GALA DE BOXE - LA CONQUETE (TONY YOKA)

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300

Action : 13200301- Soutien aux événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	2 250 000,00 € HT	4,44 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALLSTAR BOXING

Adresse administrative : 267 BOULEVARD PEREIRE
75017 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JEROME ABITEBOUL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de Galas de Boxe (La Conquête Tony Yoka)

Dates prévisionnelles : 5 mars 2021 – 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La société All Star Boxing organise en boxe anglaise l'évènement "La Conquête Tony Yoka". Cette opération a déjà proposé un 1^{er} combat le 14 mai 2022 à l'Accor Arena de Paris Bercy qui va être suivi d'un 2^{ème} combat le 11 février 2023 à Paris. Ces rencontres proposent des combats de boxe professionnel avec la participation de Tony Yoka et des athlètes la "Team Solide" médaillés aux Jeux Olympiques de Rio en 2016.

Tony Yoka vise désormais de d'accéder dans le Top 10 mondial. Il a notamment marqué les esprits en descendant du ring le vendredi 10 septembre 2021 sur le central de Roland-Garros avec un grand portrait de Jean-Paul Belmondo dans les mains et sous les applaudissements des 8 500 spectateurs et du Président de la République.

Cet évènement est également l'occasion pour chaque combat de proposer un programme riche et diversifié avec d'autres rencontres présentant des combattants de niveau international

Cette série de combats organisée après des mois d'arrêt en raison de la crise sanitaire, est un vecteur assuré de la relance de la pratique de la boxe en clubs. Organisée par la société privée All Star Boxing non éligible au Règlement d'Intervention (RI), le soutien de la Région est proposé sur un dispositif Hors Cadre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	10 000,00	0,44%
Aménagement du site et location de matériels	135 000,00	6,00%
Frais d'hébergement	30 000,00	1,33%
Frais de restauration	10 000,00	0,44%
Frais de personnel (charges comprises)	100 000,00	4,44%
Indemnités bénévoles	5 000,00	0,22%
Frais de déplacement	40 000,00	1,78%
Taxes diverses	30 000,00	1,33%
Communication	100 000,00	4,44%
Redevance fédération internationale	15 000,00	0,67%
Réception VIP	60 000,00	2,67%
Logistique	200 000,00	8,89%
Arbitrage	15 000,00	0,67%
Frais de sécurité	100 000,00	4,44%
Autres dépenses	1 400 000,00	62,22%
Total	2 250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	4,44%
Fonds propres	50 000,00	2,22%
Partenaires privés	180 000,00	8,00%
Billetterie	800 000,00	35,56%
Vente produits finis	20 000,00	0,89%
Droits audiovisuels	1 100 000,00	48,89%
Total	2 250 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise